

La Banque mondiale annonce la reprise de financement pour tous ses projets suspendus

Communiqué de presse n°2012/284/AFR du 21/02/12

WASHINGTON, le 21 février 2012 - Le Conseil d'Administration de la Banque mondiale a discuté ce jour la Note de stratégie intérimaire (Interim Strategy Note, ISN) qui sera mise en œuvre par cette institution à Madagascar. La précédente Stratégie d'assistance au pays (Country Assistance Strategy, CAS) qui couvrait la période 2007-2011 est arrivée à son terme en juillet 2011. Toutefois, elle n'a pu être mise en œuvre du fait du changement de régime en dehors des procédures prévues par la Constitution en vigueur au début de l'année 2009. Le pays n'est actuellement pas en position de justifier la préparation d'un nouveau CAS du fait de l'application de la procédure opérationnelle OP 7.30 (relations avec les gouvernements de facto), qui a entraîné une absence de dialogue normal avec un gouvernement internationalement reconnu, et placé des restrictions sur la capacité d'emprunt du pays auprès de la Banque mondiale.

Le portefeuille actuel de la Banque mondiale est actuellement composé de 14 projets pour un total d'engagements d'environ 900 millions de dollars, et un solde non-décaissé de 220 millions. Après une période initiale de suspension des décaissements et des nouveaux prêts du fait de l'OP 7.30, les décaissements du portefeuille ont progressivement repris en plusieurs vagues à la fin 2009, mi-2010 et avril 2011 pour (i) alléger les difficultés de la population la plus vulnérable, (ii) faire face aux risques les plus pressants en matière fiduciaire, sauvegarde et réputationnel, et (iii) garder l'intégrité du capital humain et physique des projets. De plus, en juin 2011 le Conseil d'administration a accordé à titre d'exception un financement additionnel en faveur du Programme Environnemental, en raison de son caractère de bien public mondial et des risques substantiels de sauvegarde sociale liés à la fin du financement en cours. En dépit de ces mesures, Madagascar reste sous le régime de l'OP 7.30 et n'a pas l'intention pour le moment de reprendre des relations normales avec le Gouvernement.

Les trois années de crise et la suspension de l'aide internationale qui en a découlé de la part de plusieurs partenaires financiers a eu un coût très élevé sur une des populations les plus pauvres au monde. La conséquence est que, parallèlement à une montée dramatique du niveau de pauvreté et une détérioration inquiétante de la gouvernance, Madagascar s'enfonce progressivement dans une fragilité accrue. L'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est devenue une cible de plus en plus éloignée. Concernant la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire, l'état de la situation est proche d'une situation d'urgence car le système de prestation des services publics risque la paralysie, et l'aide humanitaire court-circuitant les institutions publiques montre ses limites. « Avec 77% de la population qui vit sous le seuil de pauvreté, Madagascar figure parmi les pays les plus pauvres du monde ; sa population doit être protégée pour ne pas devenir otage de la crise politique » indique Adolfo Brizzi, Représentant Résident de la Banque mondiale à Madagascar. Les infrastructures sont dans un état alarmant de délabrement. De plus, les chocs exogènes (crise financière, prix des produits alimentaires ou pétroliers) et les risques climatiques extrêmes (cyclones, sécheresse) auxquels Madagascar est prédisposé, ignorent les signaux politiques et aggravent encore plus la vulnérabilité des pauvres dans un contexte où l'Etat n'a que très peu de capacité à répondre.

Vu l'environnement incertain à Madagascar, et en dépit de l'absence d'une stratégie gouvernementale claire, l'ISN est considérée être l'instrument approprié pour la Banque afin de réexaminer sa position stratégique et orienter ses actions pendant cette période de transition. Cette stratégie intérimaire se fonde sur une vision à moyen terme articulée autour de trois thèmes : Gouvernance (offre et demande), Vulnérabilité (pauvreté, résilience, services de base, gestion de risques) et Emploi (compétitivité, PME, pôles de croissance). L'ISN travaillera sur la base de trois instruments. Premièrement, une restructuration du portefeuille afin de maximiser les impacts et réallouer des fonds à des projets prioritaires (SIDA/Santé/Nutrition) et à des travaux d'infrastructures urgentes. Deuxièmement, une concentration sur l'effort analytique déjà initié afin d'affiner la connaissance nécessaire pour faciliter le réengagement ; mais aussi pour sensibiliser l'opinion publique sur le coût de la crise ainsi que les causes et les risques de fragilité. Troisièmement, le renforcement de partenariats avec les autres agences de développement, la société civile et le secteur privé en vue d'améliorer la coordination et les impacts des interventions existantes. Quatrièmement, la provision en vue de nouveaux financements dans les secteurs de la santé, de la nutrition et de l'éducation, afin de réduire le risque d'une interruption des services de base, ainsi que dans la réponse à des crises potentielles et à des désastres naturels, sur le plan de la réhabilitation d'infrastructures et de la fourniture de filets de sécurité pour les victimes.

L'ISN capitalise sur les leçons apprises du Rapport Mondial sur le Développement 2011 dont le thème était « Conflits, la Sécurité et le Développement », et qui recommande d'une part une plus grande attention à la prévention de la fragilité, et d'autre part le besoin de rester engagé même dans des situations d'instabilité politique et de mauvaise gouvernance. A l'image de l'ensemble de la communauté internationale, la Banque mondiale est confrontée à un dilemme : éviter que Madagascar ne tombe dans la fragilité, tout en travaillant dans un contexte où le gouvernement n'est pas reconnu. « L'ISN essaie de trouver un équilibre entre l'importance de soutenir les efforts internationaux de médiation, tout en gardant à l'esprit le coût de l'inaction sur les pauvres, dans un environnement de dégradation des services publics et l'effritement de la gouvernance » explique Haleh Bridi, Directrice des Opérations pour Madagascar, Maurice, les Comores et les Seychelles.